

Daniel Bensaïd*The Long Twentieth Century.***The Long Twentieth Century
de Giovanni Arrighi**

Londres, Verso, 2000

Non traduit en français, le livre de Giovanni Arrighi, paru en 1994 et réédité en 2000, a suscité de multiples débats dans les pays anglophones et hispanophones. À partir de la montée en puissance du capital vénitien et génois, il démêle les fils croisés des deux procès constitutifs de la modernité : la formation d'un système capitaliste mondial et d'un système d'États nationaux. Arrighi fonde explicitement sa thèse sur l'héritage de Braudel, pour qui le capital triomphe seulement lorsqu'il est identifié à l'État, tout en précisant cependant que les « technologies du pouvoir étatique » ne sont pas réductibles au « territorialisme » qui assigne l'accumulation et la reproduction du capital à un territoire déterminé. Les périodes où les flux financiers apparaissent comme la forme dominante du développement se présentent ainsi comme des phases de transition entre régimes d'accumulation.

L'ère du capital financier ne serait donc pas une étape inédite, ni le stade ultime ou suprême du capitalisme, mais un phénomène récurrent, cyclique, de son développement. Le « Long Vingtième siècle » connaît de même une séquence d'expansion financière à la fin du XIX^e siècle, puis une expansion matérielle soutenue par les politiques keynésiennes de l'État social au long des « trente glorieuses », avant de connaître à nouveau, dans les dernières décennies, l'expansion financière et le recul du « capitalisme organisé » devant l'accumulation flexible et le capitalisme désorganisé. Les périodes d'expansion financière apparaissent ainsi comme des signes caractéristiques « de l'automne » d'un cycle, selon la formule de Braudel.

Arrighi distingue pour sa part quatre cycles systémiques, de plus en plus courts : a) le cycle génois (du XV^e siècle au début du XVII^e) ; b) le cycle hollandais (de la fin du XVI^e au XVIII^e) ; c) le cycle britannique (du XVIII^e au début du XX^e) ; d) le cycle américain enfin, du début du XX^e à nos jours.

S'inspirant encore de Braudel, Arrighi insiste sur la différence entre le capitalisme (qui a toujours impliqué, dans la sphère de la circulation, un jeu de flux

et de réseaux, à commencer par ceux du crédit et de la monnaie), et la territorialisation des rapports de production. De 1550 à 1640, la montée en puissance de l'hégémonie hollandaise résulterait pour une large part de l'augmentation vertigineuse des coûts de protection requis pour les transports et les échanges. Cette phase d'expansion financière débouche en 1648 sur la paix de Westphalie et sur la stabilisation relative d'un système d'États basé sur la réorganisation de l'espace politique dans l'intérêt de l'accumulation du capital : rationalisant la technique militaire, le « network » hollandais enserrait alors le monde.

L'hégémonie britannique prend le relais après la défaite hollandaise et le traité de Vienne. Au début du XIX^e siècle, les États occidentaux contrôlent environ 35 % de la surface terrestre. En 1878, ils en contrôlent 67 %, et en 1914, 85 %. Il en résulte un sentiment puissant d'identité entre l'intérêt britannique et l'intérêt universel : l'économie mondiale qui se dessine alors est indissociable d'un empire mondial. Dès avant 1914, l'émergence des États-Unis et de l'Allemagne annonce pourtant le lent déclin de l'empire britannique. Toute l'histoire de l'impérialisme américain apparaît en effet, selon Stedman Jones, comme un vaste procès de conquête et d'occupation territoriale à domicile : une territorialisation « at home » dont résulte une fusion organique entre capitalisme et territorialité. Cette forme d'expansion bénéficie d'une situation plus favorable que celle de l'Allemagne obsédée par l'élargissement de son *Lebensraum*. Quant à la Grande-Bretagne, la charge de sa propre hégémonie devient alors trop lourde à porter, comme ce fut auparavant le cas pour la Hollande au début du XVIII^e siècle.

Le XIX^e siècle a été parfois décrit comme celui de la « démocratisation du nationalisme » et de « l'industrialisation de la guerre », ainsi que de la segmentation du marché mondial. L'affirmation progressive du leadership américain aurait eu pour résultat de restaurer, sous l'autorité des États-Unis, les normes et les règles du système Westphalien, avec pour contrepartie une réduction des souverainetés étatiques. Mais, dès le lendemain de la Deuxième Guerre, le début de la guerre froide aurait entraîné un glissement de ce « one-worldisme » rooseveltien, vers le « free worldisme » de Truman.

À l'aube du capitalisme, les réseaux de l'accumulation du capital auraient été complètement encastrés dans les réseaux de pouvoir, avant de s'autonomiser progressivement, à travers une alternance de phases d'expansion matérielle et de phases d'expansion financière. À « l'automne de ce cycle », les entrepreneurs tendraient de manière récurrente à devenir rentiers. Chaque « long siècle » verrait, au fil de ce processus, la montée d'une nouvelle puissance hégémonique. La phase financière apparaît alors comme une phase de double pouvoir au sein de la haute finance : ce fut le cas lors de la guerre de Trente

ans, des guerres napoléoniennes ou de la Deuxième Guerre mondiale. En 1783, le service de la dette absorbait 75 % du budget britannique et 25 % de la valeur du commerce annuel. Mais l'explosion de l'industrie domestique impulsée par la construction navale et le chemin de fer, combinée à la mécanisation de l'industrie textile, transforma le capital industriel britannique en puissant moteur d'expansion, dont les décades prodigieuses de « globalisation » symbolisées par les expositions universelles de 1851 et 1862 furent l'illustration éclatante.

Ces alternances entre phases matérielles (industrielles) et phases financières (ou de financiarisation) relèveraient, selon Arrighi, d'une dialectique récurrente du capitalisme et de la territorialité. Rappelant que le commerce, décisif dans l'accumulation primitive du capital, a toujours eu une dimension subordonnée de production, il n'accorde cependant pas la même importance que Marx à l'inversion caractéristique de l'avènement du capitalisme proprement dit : pour Marx, si le capital et le marché pré-existent au capitalisme, le mode de production capitaliste proprement dit devient réellement dominant lorsque le capital industriel s'assujettit le capital commercial et bancaire, autrement dit lorsque la production généralisée de marchandises détermine toute la logique impersonnelle du rapport social.

Dans la phase financière actuelle, marquant l'automne du long xx^e siècle, « l'économie de rapidité » prendrait le pas sur l'économie d'échelle. La vitesse importerait plus désormais que la taille. Après que le réarmement massif de l'après-guerre a joué un rôle décisif dans le dynamisme des trente glorieuses et l'essor de la production matérielle, on aurait assisté, après les alertes récessives de 1967 et 1973-74, à un retour en force de la haute finance, favorisé par l'abandon de la convertibilité du dollar et par l'intensification de la concurrence inter-capitaliste au cours des années 70. Ce mouvement s'est traduit, sur le plan idéologique et institutionnel, par la contre-réforme libérale initiée sous Reagan et Thatcher. Mais, dès 1998, l'alerte des institutions issues de Bretton Woods face aux crises dites asiatique et russe, a remis à l'ordre du jour des sommets internationaux le besoin de rétablir certaines règles du jeu. Alternant libéralisme économique (libre commerce) et régulation, « le pendule de Pirenne » repartirait-il alors en sens inverse ? Arrighi le prédit d'autant plus hardiment que, conformément à son schéma, la transition en cours devrait se traduire par l'émergence d'un nouveau leadership. Dans son dernier chapitre, un long siècle d'hégémonie japonaise est ainsi imprudemment annoncé : ce pronostic émis en 1994 semble aujourd'hui improbable, du moins pour un avenir prévisible.

Si elle vaut par son approche grand angle des mouvements systémiques du capital, l'analyse d'Arrighi tend à relativiser les éléments de nouveauté au pro-

fit d'une sorte d'éternel retour des saisons économiques. Les caractéristiques spécifiques de la globalisation en cours sont ainsi gommées : pas grand chose de nouveau sous le soleil. Plus grave, cette succession de cycles d'accumulation, sous-tendue par la seule logique du capital, fait pratiquement disparaître le rôle de la lutte des classes dans la détermination des cycles et dans les rythmes économiques. Le changement apparaît comme le résultat mécanique récurrent de contradictions structurelles accumulées. L'événement politique se réduit alors à un accident anecdotique captif des déterminations économiques lourdes. Et chaque crise se résout nécessairement par l'avènement d'un nouveau pouvoir hégémonique et d'un nouveau centre d'accumulation. Un tel schéma ne distingue guère les différentes étapes du développement du capitalisme, pas plus qu'il ne souligne les métamorphoses des formes de domination impériale.

Pourtant, comme l'écrivait Ernest Mandel : « À l'époque du capitalisme de libre concurrence, la production directe de plus-value par la grande industrie était limitée exclusivement à l'Europe occidentale et à l'Amérique du Nord. Le procès d'accumulation primitive du capital se réalisait pourtant en de nombreux autres lieux du monde en même temps, même si son rythme était inégal. Le capital étranger afflua bien évidemment vers les pays qui commençaient à s'industrialiser, mais il fut incapable d'y dominer le processus d'accumulation ». Et il continuait : « À l'époque de l'impérialisme, il y eut un changement radical de toute cette structure. Le processus d'accumulation primitive du capital dans les économies non encore capitalistes s'est retrouvé soumis lui aussi à la reproduction du grand capital occidental. Depuis lors, c'est l'exportation de capital des pays impérialistes et non le processus d'accumulation primitive des classes dirigeantes locales qui a déterminé le développement économique de ce qu'on a appelé plus tard le tiers-monde. Ce dernier se vit alors obligé de répondre aux besoins de la production capitaliste des métropoles. Le processus d'accumulation impérialiste a étouffé par conséquent le développement économique du tiers-monde. »